

Questions orales

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur, je n'ai aucun renseignement sur cette affaire, mais je vais volontiers donner suite à la question.

M. Roche: Une question supplémentaire pour le ministre des Finances. Le budget d'aide à l'étranger du Canada s'élève pour la nouvelle année financière à 933 millions de dollars au total; c'est une somme supérieure au budget de tous les ministères du gouvernement, sauf deux. Par ailleurs, l'aide internationale est une question qui dépasse actuellement le mandat de l'ACDI et est intimement liée à notre politique de finance et de commerce international. Quelles mesures le ministre recommande-t-il au gouvernement pour contrôler et élargir tout le programme d'aide internationale du Canada?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de St-Jean-Ouest.

ARGENTIA (T.-N.)—LES AGISSEMENTS ANTISYNDICAUX DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN À L'ENDROIT DES CANADIENS EMPLOYÉS À LA BASE NAVALE

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Dans une question posée le 12 février, un député déclarait que les travailleurs canadiens à la base navale américaine d'Argentia étaient traités injustement sous le rapport des salaires et autres conditions de travail. Le ministre répondit qu'il entreprendrait une enquête. Peut-il dire maintenant à la Chambre s'il a éclairci ces accusations et s'il a pris des mesures pour porter remède à cette situation?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, nous avons commencé une enquête sur le problème soulevé par le député. Nous avons communiqué avec les autorités américaines et nous discutons avec les représentants canadiens de la main-d'œuvre. Dès que nous aurons des renseignements précis à communiquer, je les transmettrai au député.

* * *

LES PÊCHES

THON—LA RÉGLEMENTATION DE LA PÊCHE SPORTIVE DANS LE GOLFE DU SAINT-LAURENT

L'hon. John A. MacLean (Malpègue): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre d'État chargé des Pêcheries au sujet de la pêche sportive au thon. Comme il est urgent que les pêcheurs connaissent la position du gouvernement, le ministre est-il prêt à annoncer le règlement qui s'applique à la pêche sportive au thon dans le golfe du Saint-Laurent?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre d'État (Pêches)): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de m'avoir donné préavis de sa question. Nous tentons de consulter le plus grand nombre possible de parties intéressées pour résoudre le conflit d'intérêts qui existe entre la pêche sportive et la pêche commerciale. Nous essayons maintenant d'en arriver à un consensus et j'espère pouvoir annoncer un règlement définitif d'ici dix ou quinze jours.

[M. Roche.]

[Français]

LE BILINGUISME

LA NÉGLIGENCE DES EMPLOYÉS DES BUREAUX DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE DE MONTRÉAL D'UTILISER LES DEUX LANGUES OFFICIELLES

M. Jacques L. Trudel (Montréal-Bourassa): Monsieur le président, je désirais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, mais vu son absence, je la poserai au président du Conseil du Trésor.

Depuis quelques jours des employés, particulièrement dans les centres de la main-d'œuvre, refusent de répondre dans une des deux langues officielles à plusieurs personnes qui s'adressent à eux pour obtenir des services de ces centres. Je crois comprendre que 300 postes sont désignés comme bilingues. Les employés qui refusent soit pour la plupart bilingues. Ce que je voudrais savoir présentement c'est si ces fonctionnaires désignés, qui sont là pour répondre au public, refusent de répondre, ou si n'ayant pas prévu, on n'a pas embauché le nombre de personnes requis pour pouvoir donner le service dans les deux langues officielles. Si cela n'a pas été fait, quand a-t-on l'intention de placer, dans les postes de commande ou dans les postes où des gens répondent au public, des personnes qui pourront donner les services auxquels la population s'attend, et ce le plus tôt possible?

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, comme je l'ai dit hier, nous faisons enquête à ce moment-ci. C'est un problème assez compliqué, parce que dans un bureau il peut y avoir des postes unilingues et des postes bilingues. Il s'agit d'identifier qui occupent des postes bilingues ou des postes unilingues. Mais je l'ai dit hier, et je le répète, ceux qui occupent des postes bilingues et refusent de remplir leurs tâches désignées bilingues seront pénalisés.

M. Trudel: Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire. Le président du Conseil du Trésor peut-il dire combien de postes bilingues sont vacants présentement dans ces services, et si cette situation empêche la population d'obtenir satisfaction, dans une langue ou l'autre, chose à laquelle elle a droit?

M. Chrétien: Monsieur le président, on comprendra que je ne peux pas donner de réponse quant au nombre de postes bilingues à ce moment-ci. Je vais faire enquête, et je ferai rapport à ce sujet à l'honorable député.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À L'EXPORTATION DE MATÉRIEL DE GUERRE À LA TURQUIE

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, je pose ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, même si je crois qu'elle concerne aussi le ministre de l'Industrie et du Commerce. On rapporte d'Ankara que des marchands canadiens d'armes cherchent à vendre à la Turquie des munitions et d'autre matériel de guerre pour remplacer les États-Unis, qui ont mis l'embargo. Le ministre nous dirait-il si le gouvernement a l'intention de refuser pour le moment des permis d'exportation d'armes à la Turquie?